



Julia Csergo, Christian Hottin et Pierre Schmit (dir.)

Le patrimoine culturel immatériel au seuil des sciences sociales

Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, septembre 2012

Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Le patrimoine culturel immatériel en France en 2015

Autour de trois questions lancinantes

Christian Hottin

DOI : 10.4000/books.editionsmsmh.16057

Éditeur : Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Lieu d'édition : Paris

Année d'édition : 2020

Date de mise en ligne : 12 mai 2020

Collection : Ethnologie de la France et des mondes contemporains

ISBN électronique : 9782735126712



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

HOTTIN, Christian. *Le patrimoine culturel immatériel en France en 2015 : Autour de trois questions lancinantes* In : *Le patrimoine culturel immatériel au seuil des sciences sociales : Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, septembre 2012* [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2020 (généré le 14 mai 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editionsmsmh/16057>>. ISBN : 9782735126712. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsmh.16057>.

Ce document a été généré automatiquement le 14 mai 2020.

Le patrimoine culturel immatériel en France en 2015

Autour de trois questions lancinantes

Christian Hottin

Je tiens à remercier Françoise Janin pour sa relecture aussi attentive que patiente de ce texte.

- 1 Il y a quelques années encore, on pouvait prétendre présenter de manière quasiment exhaustive les différents aspects de l'action d'un pays dans le domaine du patrimoine culturel immatériel : la naissance de la convention était toute proche encore, les activités du comité intergouvernemental débutaient à peine et chaque nouvel État partie en était encore à réfléchir aux formes concrètes que prendrait son action : quels inventaires ? Quelles candidatures ? Quelles procédures et quelle organisation administrative ?
- 2 Ce n'est sans doute plus possible aujourd'hui, alors que, pour la France, se profile le dixième anniversaire de la ratification¹. Tenter l'exercice reviendrait à développer un très long exposé, inutilement analytique, abondant en paragraphes, en parties et en sous-parties. Finalement, le désir de restituer l'ensemble des expériences conduirait à l'impossibilité de donner une vision globale de ce que peut être l'appréhension par un pays de la convention de l'Unesco.
- 3 Plutôt que de s'engager dans cette voie aussi longue qu'à l'issue incertaine on a fait le choix d'aborder ici trois questions et de tenter de comprendre comment leur est apportée une réponse dans le contexte français contemporain : quelle est la discipline scientifique de référence pour le patrimoine culturel ? Quel est le rôle de l'État dans la mise en œuvre de la convention ? Quelles sont les communautés du patrimoine culturel immatériel ? Certaines paraissent évidentes, tant elles sont en phase avec le vocabulaire de la convention : on y parle de communautés, un terme qui a fait couler beaucoup d'encre aux commencements du patrimoine immatériel et continue de susciter des interrogations. D'autres paraîtront plus étranges et explicables seulement selon le contexte français : pourquoi, par exemple, évoquer si explicitement le rôle de l'État ? Pour quelle raison focaliser, au moins partiellement, son attention sur

l'articulation entre une politique de sauvegarde et une ou plusieurs disciplines scientifiques ?

- 4 Sans doute, ces interrogations restent-elles marquées par une histoire du patrimoine en France qui a fait la part belle à l'État et à ces savants de formation assujettis à son service que sont les conservateurs... Tout en manifestant une méfiance certaine envers les acteurs patrimoniaux étrangers à lui (on dirait, dans le langage de la convention, les « communautés »). Sans doute sont elles aussi tributaires du point de vue de l'auteur : quelque distance critique qu'on revendique vis-à-vis de la politique conduite par son institution, surtout lorsque celle-ci manifeste, comme ce fut le cas initialement vis-à-vis du patrimoine culturel immatériel, des réticences culturelles traduites en absence d'actes grâce à une remarquable inertie administrative, on demeure tributaire des conditions de son expérience. De même, ce texte ne saurait être un traité général établissant des faits définitifs sur l'appréhension par la France du patrimoine immatériel. Tout comme les précédents (voir, pour y repérer d'éventuelles contradictions avec ce qui sera exposé ici Hottin 2008, 2011, 2012, 2014), il constitue une forme de portrait, réalisé à un moment donné. L'évolution de la situation décrite est nettement perceptible quand on le comparera aux textes plus anciens.

Existe-t-il une science du patrimoine culturel immatériel ?

Le folklore, impossible science du PCI

- 5 En France, le folklore n'a reçu, en tant que discipline, qu'une tardive et très partielle reconnaissance institutionnelle, bien vite ruinée par les compromissions de l'occupation allemande et du régime de Vichy (Christophe, Boëll & Meyran 2009). L'emploi du terme est régi, aujourd'hui encore, par certaines postures dont il vaut mieux ne pas s'écarter si l'on souhaite préserver sa crédibilité scientifique : le folklore et les folkloristes peuvent certes constituer un bon objet d'étude pour un ethnologue, mais il ne saurait être question de se revendiquer comme l'un d'eux.
- 6 Le terme en lui-même paraît recouvrir des sens et des usages divers, mais formant entre eux un système cohérent. Si on emploie le mot pour qualifier une discipline, il s'agira d'une forme d'ethnographie de médiocre valeur scientifique, pauvrement outillée sur le plan conceptuel, attachée à des objets supposés pour ceux qui s'en réclament relever de la « tradition » – sans que cette notion soit mise en question (Lenclud 1987) – et plus attentive, en définitive, à l'accumulation de données brutes faiblement contextualisées qu'à leur mise en perspective en vue d'une interprétation globale. Si l'on fait référence au folklore pour qualifier des objets ou des pratiques, il sera alors principalement question d'activités se déroulant selon des codes et des règles figés, supposés pour leurs interprètes relever encore une fois de la « tradition », sans que, là encore, ces acteurs eux-mêmes aient conscience du caractère construit de celle-ci. La manifestation la plus achevée du folklore serait alors l'exécution d'une danse qualifiée de régionale, au son d'une musique et dans des costumes tout aussi « régionaux », l'ensemble de la performance étant présenté comme un spectacle et donnant lieu, pour ses acteurs, à une rémunération et se déroulant si possible dans un cadre commercial².

- 7 Dès lors, les activités rangées sous ce terme sont fortement dévalorisées et l'emploi du mot, comme substantif ou comme adjectif, est stigmatisant, voire disqualifiant, aussi bien dans le champ des pratiques artistiques que dans celui des activités savantes. Un groupe de musique ou de danse folklorique ne pourra attendre de l'institution culturelle ni conseil ni subside, et c'est vers le ministère de la jeunesse et des sports que se tournent du reste ces formations. Au sein du monde académique, qualifier un travail « d'inspiration folklorique » ou un collègue de « folkloriste » vaut anathème et le rend politiquement suspect.
- 8 Cet interdit majeur étant posé, et si pertinent que soit, dans d'autres contextes culturels, l'assimilation du patrimoine immatériel au folklore, il faudra, en vue d'adapter le concept de l'Unesco au cadre français, recourir à des équivalents tels que « traditions vivantes » ou « musiques et danses traditionnelles » pour en désigner les pratiques. L'adaptation se fait alors sans trop de peine... Il en va tout autrement pour la référence à une discipline scientifique, et la substitution de l'ethnologie de la France au folklore s'avère des plus délicates.

L'ethnologie de la France, discipline scientifique du patrimoine culturel immatériel ?

- 9 Les activités de construction et de conservation du patrimoine reposent couramment sur un équilibre entre l'action publique, garantie par le droit, et l'expertise scientifique. Selon cette perspective l'ethnologie de la France a connu, avant l'entrée en scène du patrimoine culturel immatériel, deux moments de rencontre avec les institutions culturelles.
- 10 Le premier, avec la création du musée des arts et traditions populaires en 1937 et les évolutions ultérieures de ce projet jusqu'à l'inauguration des bâtiments définitifs en 1972, s'est développé tout au long d'une importante séquence temporelle (Segalen 2005). Au cours de celle-ci, l'émergence de la recherche en ethnologie de la France et la conservation du patrimoine ethnologique national (alors principalement fondée sur la collecte et l'archivage des objets constitutifs de celui-ci) se sont accomplis au sein d'un musée – laboratoire en fait constitué d'un musée (où œuvraient des conservateurs chargés de conserver) et d'un laboratoire, le centre d'ethnologie française (dont les chercheurs menaient des activités de recherche sur l'ethnologie de la France). Le dispositif était complété par une association, la Société d'ethnologie française, intimement liée aux deux autres composantes et chargée notamment de publier la revue des *Arts et traditions populaires*, par la suite rebaptisée *Ethnologie française*. Toutefois, dès la fin des années 1970, alors que les nouveaux bâtiments du musée des arts et traditions populaires sont inaugurés depuis peu, ce dispositif centré sur la collecte des objets et sur l'existence d'un laboratoire unique tend à s'essouffler³.
- 11 En 1980, grâce à l'initiative d'Isac Chiva, un nouvel outil est mis en place au service de l'ethnologie de la France (Benzaid 1980). Il s'appuie sur une autre institution, tout nouvellement créée, la direction du patrimoine au sein du ministère de la Culture. Unissant les activités en matière de conservation des monuments historiques et de recherche en archéologie ou dans le domaine de l'Inventaire général, cette nouvelle administration se voit en outre dotée d'une mission dédiée au « patrimoine ethnologique » (Barbe 2013). Pour la première fois, le patrimoine est alors explicitement défini non seulement en termes d'objets, mais aussi de pratiques et de

représentations, ouvrant la voie à une appréhension de sa dimension proprement immatérielle⁴. Peu nombreuse en hommes mais dotée de moyens très conséquents, la mission porte un projet qui vise – ambiguïté qui s'avérera par la suite redoutable – la constitution du patrimoine ethnologique par le développement de la recherche en ethnologie de la France⁵. Ce projet se développe selon deux axes principaux : d'une part la formation (soit pour une bonne part la professionnalisation des acteurs bénévoles et associatifs) et d'autre part la recherche (par le lancement de programmes de recherche aux thématiques larges et ambitieuses).

- 12 De cela, et en faisant l'économie d'une analyse de presque trente ans d'évolutions de cette politique, on a pu conclure hâtivement au sein du ministère que le patrimoine ethnologique deviendrait pour la France tout naturellement le patrimoine culturel immatériel. Rien n'est moins certain pourtant, et la diatribe publiée dans *L'Homme* par Christian Bromberger, à la suite du colloque tenu à Cerisy en 2012-2013, montre assez bien qu'un ethnologue ayant travaillé longtemps avec la Mission du patrimoine ethnologique (au point d'être vice-président du conseil du patrimoine ethnologique, l'instance chargée d'orienter le travail de la mission) pouvait ne se reconnaître aucune affinité avec le patrimoine culturel immatériel, et même critiquer fortement cette notion, tout en regrettant le temps de la Mission du patrimoine ethnologique !
- 13 Si l'analyse de Christian Bromberger reprend des critiques courantes sur le patrimoine culturel immatériel (l'artificialité de la distinction entre matériel et immatériel d'une part, l'instrumentalisation politique constante de la notion d'une autre), sa nostalgie de la Mission du patrimoine ethnologique, qui, selon ses propres termes, ne s'occupait pas que de patrimoine mais soutenait des recherches dans des domaines très variés de la discipline⁶, mérite qu'on s'attarde un peu sur ce paradoxe. En effet, en 1980, lors de la création de la Mission du patrimoine ethnologique, le fait que développer la recherche en ethnologie de la France et constituer son patrimoine ethnologique aient pu relever de deux projets finalement assez différents n'avait semble-t-il pas été perçu par les différents acteurs du projet. Au sein de la nouvelle direction du patrimoine alors établie, l'ethnologie voisinait par exemple avec l'archéologie, un service au sein duquel le dialogue entre recherche scientifique et conservation du patrimoine était envisagé de semblable manière : constituer le patrimoine archéologique et simultanément développer et structurer la recherche dans cette discipline. De même, l'entreprise de grande envergure de l'Inventaire général du patrimoine culturel (matériel) passait par le renforcement de la recherche (en histoire de l'art, principalement, mais aussi en histoire des techniques) en vue de la création d'un patrimoine de la nation établi – enfin – sur des bases scientifiques solides⁷.
- 14 Dans ce contexte, le projet de la Mission du patrimoine ethnologique, pourtant chargé d'ambiguïté, ne choquait pas et paraissait même s'articuler heureusement aux autres. Il a toutefois évolué d'une manière très différente de celui de l'Inventaire ou de celui de l'institution archéologique. Ainsi, alors que la loi de 2001 sur l'archéologie préventive⁸ a consacré l'effcience de la relation entre conservation du patrimoine et recherche scientifique, faisant de ceux-ci deux objectifs essentiels de la loi, la relation entre patrimoine et ethnologie n'a cessé, tout au long des années de se distendre. Les thèmes des recherches soutenues financièrement par la Mission du patrimoine ethnologique en attestent, qui sont passés, en vingt ans, d'une inscription franche dans le projet patrimonial (savoirs et savoir-faire naturalistes populaires) à une approche critique de la relation à l'esthétique (2001), programme au cours duquel fut notamment

soutenue une recherche portant sur la pratique du « topless » sur les plages, qui constituait sans doute la limite de ce que l'administration du patrimoine était capable de supporter en ce domaine (Kaufmann 2001). De même, la ligne éditoriale de la revue *Terrain*, principale publication liée à la Mission du patrimoine et supposée au départ exposer les résultats de travaux menés dans le cadre des programmes de recherche (son premier sous-titre était du reste *Carnets du patrimoine ethnologique*), n'a cessé au fil des ans d'autonomiser toujours plus sa ligne éditoriale, abandonnant au passage toute référence au cadre national comme au projet patrimonial, en abordant de plus en plus fréquemment des thématiques liées à l'anthropologie cognitive⁹. Quant aux ethnologues eux-mêmes, en tout cas ceux liés au ministère de la Culture et à la Mission du patrimoine ethnologique, ils ont tantôt maintenu ce lien entre recherche ethnologique et constitution d'un patrimoine¹⁰, tantôt fini par se résoudre à entrer à l'université ou au CNRS, lieux plus propices, somme toute, pour développer une activité de recherche libérée du cadre patrimonial. De ce fait, la relation entre ethnologie et patrimoine culturel immatériel ne peut être que complexe, et souvent conflictuelle.

Les ethnologues et le patrimoine culturel immatériel : tout un panel d'attitudes

- 15 La mise en place de la convention pour la sauvegarde du PCI et les politiques qui en découlent ont suscité des comportements très variables au sein de la communauté ethnologique nationale, allant du rejet le plus virulent à l'adhésion la plus enthousiaste, en passant par tout une gamme d'attitudes intermédiaires, plus ou moins critiques. Il est particulièrement notable que ces divisions n'aient pas opposé d'une part les ethnologues travaillant au sein du ministère de la Culture ou des établissements culturels (qu'on aurait pu supposer, *a priori*, plus favorables à cette politique, dans la mesure où ils sont assujettis à un statut administratif, moins tournés vers la recherche fondamentale et plus en prise directe avec la mise en œuvre des politiques culturelles) et d'autre part les chercheurs académiques de l'Université ou du CNRS. C'est au contraire chez les premiers, y compris au nom de la défense du « patrimoine ethnologique », que se sont parfois manifestées les réactions de rejet les plus violentes.
- 16 Parmi les membres de la communauté qui marquent le plus nettement leur opposition, rares sont toutefois ceux qui, à l'instar de Christian Bromberger, le font par écrit dans une revue prestigieuse. Il suffit la plupart du temps de prendre position oralement, dans le cadre d'un colloque ou d'un séminaire, ou plus simplement encore dans des propos privés. Les motifs le plus souvent invoqués pour motiver leur appréciation sur le PCI tiennent au caractère peu pertinent de la distinction entre matériel et immatériel, à l'omniprésence supposée des intérêts politiques dans la convention (et l'on peut alors imaginer que le chercheur perdrait sa morale et son éthique en s'y impliquant) et au risque de fossilisation des cultures qui découlerait de leur patrimonialisation par l'Unesco¹¹. S'y ajoutent des jugements de valeur sur la piètre qualité intellectuelle des réflexions et travaux produits par l'Unesco (qu'il est alors possible de qualifier comme « folklore » avec tout ce que ce terme peut avoir de stigmatisant dans le contexte intellectuel français) ou le refus pur et simple de prendre en compte le point de vue d'une organisation internationale (« on n'a pas à écouter les diktats de l'Unesco »).

- 17 Les positions défendues par les autres chercheurs ouvrent quant à elles la voie à des formes de mise en œuvre de la convention qui ne s'inscrivent pas toujours *stricto sensu* dans le cahier des charges mis en place par l'Unesco – la pratique de l'Inventaire demeure à bien des égards un repoussoir intellectuel – mais revendiquent, chacune à sa façon, leur fidélité par rapport à l'esprit de celle-ci. Parmi les manifestations les plus originales conduites dans cet esprit se trouve sans doute le projet de démocratie participative centrée sur le PCI et menée à bien, entre 2008 et 2011, par Jean-Louis Tornatore, alors enseignant-chercheur à l'université de Metz, avec Marina Chauliac et Noël Barbe, tous deux conseillers pour l'ethnologie au ministère de la Culture¹². Cette démarche conçue comme résolument compréhensive et non normative a conduit les ethnologues à accompagner la désignation, par les habitants d'un parc naturel régional, des éléments du patrimoine immatériel qui leur apparaissaient comme significatifs de leur territoire. Elle a été largement médiatisée lors de rencontres scientifiques et culturelles et restent encore aujourd'hui l'une des formes de mise en œuvre de la convention les plus « puristes » : présentée comme fidèle à l'esprit de la Convention (la participation des communautés est au cœur du dispositif) plus qu'à sa lettre (la démarche ne s'inscrit ni dans le cadre de l'Inventaire national du PCI, ni dans un projet de candidature à l'Unesco) (Barbe, Chauliac & Tornatore 2015). La participation des communautés : c'est encore cette idée centrale de la convention qui constitue le principe de l'exposition organisée par Noël Barbe sur le territoire du parc naturel régional des Vosges du Nord : dans cette enclave alsacienne en terre lorraine, un appel est lancé à la population afin qu'elle prête, pour une exposition, des objets que les personnes jugent représentatives de leur patrimoine immatériel, tout en expliquant la relation qui unit ce patrimoine à ces objets. La collecte a rencontré un succès assez modeste, mais a permis une intéressante problématisation de la notion de patrimoine, élaborée à partir du point de vue des habitants du territoire et non selon des catégories savantes¹³.
- 18 On peut toutefois avoir une lecture beaucoup plus classique de la convention et considérer la participation moins comme une fin en soi que comme un moyen de construire la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Les outils mis à disposition par le texte international sont alors largement sollicités. Ils sont du reste conçus dans un esprit qui ne refuse pas l'apport de l'expertise savante mais circonscrit étroitement celle-ci à des fins de sauvegarde : étude, documentation et recherche figurent en effet dans le panel des actions concourant à la sauvegarde selon l'article 2 de la Convention. De fait, nombreuses ont été les candidatures pour l'Unesco préparées avec l'appui scientifique d'ethnologues ou d'ethnomusicologues : le tracé de charpente (avec François Calame), les savoir-faire de la dentelle d'Alençon (avec Pierre Schmit), le compagnonnage (avec Nicolas Adell-Gombert), le *fest noz*, le *gwoka* de Guadeloupe (avec Dominique Cyrille), le Biou d'Arbois (avec Noël Barbe et Flavie Aillaud, déposé en 2015 en vue d'un examen ultérieur) ou le carnaval de Granville (avec Pierre Schmit, déposé en 2015 pour examen en 2016) ont bénéficié d'une telle expertise, fournie soit par les ethnologues du ministère de la Culture travaillant en région, soit par des enseignants-chercheurs de l'Université.
- 19 C'est toutefois dans le travail d'inventaire du patrimoine culturel immatériel, coordonné par le ministère de la Culture et de la communication¹⁴, que cette coopération entre ethnologues et détenteurs de patrimoine immatériel s'est avérée la plus fructueuse. Cet inventaire français du patrimoine immatériel a fait couler

beaucoup d'encre : de fait, lors des premières enquêtes, le primat était clairement donné à l'expertise du chercheur (ministériel ou universitaire)¹⁵, tandis que le rôle des détenteurs de patrimoine culturel immatériel restait celui, classique en ethnologie, d'informateurs¹⁶. La pratique a sensiblement évolué au cours du temps, avec des projets d'inventaires de plus en plus souvent confiés à des associations ou centres culturels directement au contact des communautés (c'est par exemple le cas des différentes enquêtes conduites par l'Institut occitan de Pau sur le patrimoine culturel immatériel en Aquitaine¹⁷), ou encore menés par les associations de praticiens et détenteurs de PCI, l'appui fourni par les ethnologues se concentrant sur la méthodologie : particulièrement révélateur de ce nouveau mode opératoire est le travail sur les jeux et sports traditionnels en Bretagne, mené par la confédération Falsab (jeux et sports traditionnels) et la fédération de Gouren (lutte bretonne), avec l'appui scientifique de l'université de Nantes et de Laurent Sébastien Fournier, spécialiste du sport et fin connaisseur de la convention de l'Unesco¹⁸.

De l'ethnologie du patrimoine vers un projet d'études interdisciplinaires

- 20 S'il est exact que la ratification de la convention par la France est intervenue à un moment où la notion de patrimoine ethnologique avait perdu pratiquement toute consistance intellectuelle et administrative¹⁹, elle s'est en revanche produite alors que l'ethnologie du patrimoine était en plein essor. En effet, à partir des premières années du XXI^e siècle, le ministère de la Culture a fortement encouragé le développement de programmes de recherche invitant les ethnologues à se saisir du patrimoine comme d'un objet de recherche. En 2001, ces différentes initiatives ont été regroupées grâce à la mise en place d'un nouveau laboratoire, réunissant des professionnels de l'ethnologie du CNRS, de l'EHESS et du ministère de la Culture, le laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (Lahic). Les premières enquêtes de ce nouveau laboratoire, dont la chef de la mission ethnologie au ministère occupait initialement le poste de directeur adjoint, ont porté sur des catégories de patrimoine bien établies et connues de tous : les monuments historiques, l'archéologie, les musées de société, ou encore les archives (Artières & Arnaud 2005). En 2006, immédiatement après la ratification française, l'insertion du patrimoine immatériel dans le programme du laboratoire s'est concrétisée avec l'instauration d'un séminaire, dont Chiara Bortolotto, chercheuse au Lahic, et Sylvie Grenet, chargée de mission au ministère, ont assuré la coordination²⁰. Ce séminaire a duré trois ans. Il a constitué une expérience particulièrement originale, pour l'administration du patrimoine, de mise en perspective critique de ses propres actions (on pense ici, par exemple, à l'intervention de Jean-Louis Tornatore sur la « prise » française du patrimoine culturel immatériel), en même temps qu'une première ouverture internationale sur les recherches et actions conduites au titre du PCI. C'est également en son sein, dans un contexte neutre, moins passionnel que les arènes politiques ou administratives, qu'ont été présentés pour la première fois les arguments des promoteurs du trop fameux « repas gastronomique des Français ». En 2011, les résultats ont été publiés en un ouvrage collectif de la collection « Cahiers d'ethnologie de la France », sous la direction de Chiara Bortolotto (2011a). Ainsi, la première initiative soutenue et conduite par le ministère de la Culture ne fut ni un programme d'inventaires du PCI, ni une candidature à l'Unesco, mais bien un atelier

de recherche collectif au sein duquel les politiques du patrimoine immatériel, y compris françaises, étaient traitées sans complaisance aucune.

- 21 Ce projet, tout comme d'autres, a montré tout l'intérêt que pouvait présenter le patrimoine immatériel en tant qu'objet de recherche pour l'ethnologie. Il peut être mis en relation, par exemple, avec celui conduit par l'Université de Neuchâtel et notamment par Florence Graezer-Bideau au moment de la mise en place de l'Inventaire suisse des traditions vivantes (2012). Il est aussi un marqueur, selon nous, de la complexité et des ambiguïtés du traitement du patrimoine culturel immatériel par les ethnologues : pour les membres de cette profession, prendre position par rapport au patrimoine culturel immatériel engage de manière très profonde celui qui prend position, engage la vision qu'il a de son métier et de l'histoire de celui-ci, tout en le mettant potentiellement en danger vis-à-vis de ces collègues. Objectiver le patrimoine immatériel, en faire son terrain, et donc, éventuellement, faire son terrain du travail de ses collègues (si ceux-ci participent à la mise en œuvre de la convention), permet au chercheur de regagner la distance critique nécessaire à son travail et lui évite d'être « pris » à son tour dans le patrimoine, et donc, potentiellement, d'être à son tour catégorisé comme folkloriste...
- 22 En septembre 2012, un important colloque a été organisé au centre culturel de Cerisy-la-Salle sur le thème du patrimoine immatériel²¹. La vivacité des échanges²² et la diversité des points de vue exprimé ont montré que, si forte qu'elle soit, la relation entre le patrimoine immatériel et l'ethnologie, entre une catégorie de patrimoine et une discipline scientifique de référence, ne pouvait être exclusive, tant il est vrai que se jouent sur la scène du PCI les luttes incessantes et les rivalités d'écoles qui ont contribué à la fragmentation toujours plus grande du paysage anthropologique français et à sa fragilisation institutionnelle... De fait, l'étude du patrimoine immatériel gagne à être conduite dans une perspective plus interdisciplinaire. Certaines des communications de Cerisy ont ouvert la voie à une approche renouvelée du PCI, en rupture avec le débat récurrent sur la légitimité de sa place au sein de la discipline ethnologique.
- 23 Le premier apport fondamental a été apporté par les réflexions des juristes, notamment ceux œuvrant au sein du Cecoji, laboratoire du CNRS aujourd'hui intégré à l'ISP de l'École normale supérieure de Cachan. En effet, si la distinction entre patrimoine matériel et patrimoine immatériel est importante, c'est bien en regard du droit, et non en regard de l'anthropologie. Les réflexions développées par Marie Cornu²³, Jérôme Fromageau (Cornu, Fromageau & Hottin 2013) et, plus récemment Noé Wagener ont bien montré la spécificité de la notion de patrimoine culturel immatériel par rapport à l'état du droit du patrimoine en France : un droit qui concerne les personnes plus que les objets, centré sur le rôle des communautés (avec toute la difficulté qu'il y a à en définir les contours, tant dans l'espace social que dans la durée), et qui pose d'importants problèmes en matière de propriété intellectuelle ou industrielle. Ces analyses permettent notamment de mieux comprendre les difficultés culturelles de l'institution patrimoniale, et notamment des conservateurs, pour intégrer le patrimoine culturel immatériel et ses éléments dans l'espace des patrimoines possibles : en effet, en 2015, le droit français du patrimoine ne reconnaît que le patrimoine matériel, composé de bien meubles ou immeubles²⁴. Noé Wagener a en outre montré que le débat sur l'insertion de l'immatériel est loin d'être une nouveauté absolue dans le droit français, puisque, dès la fin des années 1930, par exemple,

Georges-Henri Rivière, fondateur du musée des arts et traditions populaires, avait plaidé – sans succès, il est vrai – pour la création d’une section des « monuments folkloriques » au sein de la commission des Monuments historiques. Il est tout aussi intéressant de souligner que la question de la participation des habitants à la désignation du patrimoine est une idée ancienne : dès la mise en place, en 1906, de la loi Beauquier (Barbe 2014), consacrée à la protection des sites, est proposée la création de commissions composées de personnalités issues des territoires concernés par les projets de classements, dont les avis se seraient imposés aux préfets... là encore, l’idée est demeurée sans suite²⁵ (Wagener 2015).

- 24 Les recherches en droit permettent en outre une approche comparée de la notion de PCI plus ample que celles précédemment menées et essentiellement centrées sur le caractère plus ou moins participatif des inventaires. À ce titre, dès 2013, le ministère de la Culture a conduit, avec le concours de Lily Martinet, avocate et doctorante en droit international, une étude comparée sur l’état du droit relatif au PCI dans soixante pays ayant ou non ratifié la convention²⁶. Cette initiative visait un but essentiellement pratique, montrer le retard de la France en ce domaine ; elle a trouvé depuis un prolongement théorique passionnant, avec le programme d’échange initié par l’Académie de la culture de Lettonie et l’ISP sous la direction d’Anita Vaivade et Marie Cornu²⁷.
- 25 Les sciences économiques semblent également très prometteuses pour la compréhension du patrimoine culturel immatériel et la mise en valeur des apports de la convention. Francesca Cominelli, maître de conférences à l’université Paris 1, a consacré sa thèse à l’économie du patrimoine culturel immatériel en France, notamment à travers l’étude des savoir-faire traditionnels. Son travail a contribué à montrer là encore la spécificité du patrimoine immatériel par rapport au patrimoine matériel, et tout particulièrement en quoi le premier est une activité créatrice de richesses avant d’être un coût. Ces réflexions se sont prolongées dans un contexte plus international avec le troisième séminaire européen du centre français du PCI, consacré en 2014 à l’économie du PCI. Là encore, il s’est agi de rompre avec des lieux communs bien enracinés : patrimoine immatériel et activité économique sont loin d’être incompatibles, du moment que celle-ci sert les communautés détentrices de patrimoine, mais le PCI ne saurait pour autant se réduire à un label, permettant de vendre un patrimoine comme une marque...
- 26 L’ethnologie entretient, de fait, une relation complexe avec le patrimoine culturel immatériel. Elle peut fonctionner vis-à-vis de lui comme une discipline de référence, susceptible de décrire et d’expliquer les éléments relevant de cette catégorie de patrimoine ; mais elle peut aussi être mobilisée comme outil d’analyse du patrimoine culturel immatériel en tant que politique. Bien entendu, ce ne sont pas les mêmes ethnologues qui sont en mesure d’accomplir l’une et l’autre mission, tant elles relèvent de postures résolument différentes. Toutefois, c’est bien dans une approche clairement pluridisciplinaire des politiques du PCI, et non en faisant de ce dernier un simple objet d’étude supplémentaire pour l’ethnologie, que réside le positionnement le plus satisfaisant pour les services du ministère de la Culture en charge de la mise en œuvre de la convention : par les études juridiques, économiques et demain sans doute historiques peut mieux être saisie la singularité du patrimoine immatériel par rapport au patrimoine matériel (et l’on voit alors que celle-ci ne réside pas uniquement dans la nature immatérielle des éléments considérés ou dans l’importance de la participation

au cours des différentes étapes de la chaîne patrimoniale). Par une approche pluridisciplinaire et comparée peut en outre être mieux perçue la singularité française de l'approche du PCI, et notamment les difficultés rencontrées par les administrations de l'État pour s'approprier ce traité entre États et les engagements qui en découlent.

Que peut faire l'État en France avec le PCI ?

Le patrimoine une idée ancienne, mais une administration récente

- 27 Comme on l'a vu précédemment, la création de l'administration du patrimoine, en 1980, consista en un rapprochement entre une administration ancienne, structurée depuis plus d'un siècle, agissant selon un corpus juridique déjà conséquent, fortement professionnalisée et dotée d'un « esprit de corps » incontestable – soit les Monuments historiques – et trois secteurs de moindre importance, plus récents, encore en voie de professionnalisation, reposant sur des bases juridiques plus ou moins floues ou insatisfaisantes et composés de personnes aux parcours et profils professionnels assez variés : l'archéologie, l'Inventaire général et l'ethnologie. De manière assez caricaturale, les Monuments historiques incarnaient l'institution existante, les trois autres secteurs étaient quant à eux porteurs d'une idée de renouvellement, de transformation radicale et de rajeunissement de celle-ci. Ces trois autres secteurs, en outre, entretenaient une grande proximité avec le monde de la recherche scientifique, au point qu'André Chastel, en un essai demeuré célèbre, a pu définir le XX^e siècle comme l'ère scientifique du patrimoine, l'Inventaire général étant l'outil de son avènement (Babelon & Chastel 2004).
- 28 Les évolutions institutionnelles intervenues ultérieurement sont largement venues contredire l'affirmation d'André Chastel. En effet, en 1997, la réunion des services de l'architecture et du patrimoine²⁸ a considérablement renforcé le caractère régalien et administratif de l'institution, tandis que la décentralisation des services de l'Inventaire en 2004 a définitivement marginalisé au sein de l'appareil d'État l'idée d'une fondation scientifique au projet patrimonial. Quant à l'archéologie, elle a réussi sa professionnalisation en calquant toujours plus son organisation et son fonctionnement sur celui des Monuments historiques, stratégie dont le plus important acquis a été, en 2001, la mise en place d'une loi sur l'archéologie préventive dotant ce secteur d'un outil efficace et le parant désormais d'une valeur juridique propre à signifier son importance auprès des administrateurs²⁹.
- 29 Toutes ces transformations institutionnelles, l'ethnologie les a manquées, de même qu'elle a manqué les grandes étapes de l'organisation et de la structuration interne de l'institution du patrimoine. Dès 1990, elle est absente de la création du corps des conservateurs du patrimoine (qui rassemble monuments historiques, Inventaire, archéologie, archives, musées et patrimoine scientifique)³⁰. En 2003-2004, elle est également absente de la première réunion des textes juridiques relatifs au patrimoine, connue sous le nom de code du patrimoine. Cette exclusion va avoir des conséquences particulièrement lourdes sur la mise en œuvre ultérieure de la convention pour la sauvegarde du PCI, dans la mesure où ce texte, bien qu'il constitue un engagement international de la France, ne dispose d'aucun point d'ancrage dans le droit positif national. En 2010, elle est délibérément marginalisée au sein de la nouvelle administration du patrimoine, laquelle calque pratiquement son périmètre d'action sur

celui du corps des conservateurs du patrimoine³¹ : archives, archéologie, Inventaire général, Monuments historiques, musées, architecture³². Enfin, tout au long de cette période, elle s'est tenue soigneusement à l'écart du mouvement aussi lent qu'irréversible de constitution des systèmes d'informations des services patrimoniaux, qui sont tous fondés sur la pratique de l'inventaire³³.

- 30 En dehors de l'ethnologie, les différents secteurs de l'administration culturelle en charge de tel ou tel aspect du patrimoine culturel immatériel (musiques et danses traditionnelles, savoir-faire) relèvent des services de la création artistique et sont assez peu sensibles en général aux thématiques patrimoniales (Hottin & Grenet 2012). Il résulte de toutes ces erreurs stratégiques antérieures – si l'on veut bien adopter ici un point de vue normatif – que l'administration de l'État en charge de la mise en œuvre de la convention s'est trouvée, en 2006, dans une situation de grande fragilité pour mener à bien sa mission, ne disposant que d'une visibilité institutionnelle réduite, dotée de moyens budgétaires mal identifiés et ne pouvant guère compter sur l'appui d'une hiérarchie tout entière acquise à la cause du seul patrimoine matériel, tant en raison de sa culture professionnelle que des intérêts de défense de son statut, le conservateur se pensant volontiers comme le soldat du Beau armé du Droit. À cela s'est ajouté, à partir de 2008, un climat général peu propice au lancement de nouvelles politiques culturelles : révision de grande ampleur des politiques publiques mise en route par la nouvelle équipe gouvernementale, crise puis stagnation économique, recentrage de l'État sur ses missions regardées comme régaliennes, exaltation du roman national³⁴, méfiance vis-à-vis des « communautés » volontiers suspectées de porter en elles les germes d'un communautarisme destructeur du lien national.
- 31 C'est en prenant en compte ces différents éléments de contexte qu'il faut analyser les différents chantiers conduits par les services de l'État dans le domaine du PCI à partir de 2006.

Les incertitudes de la loi

- 32 Les recherches en droit comparé accomplies depuis 2013³⁵, confortées par les rapports remis à l'Unesco, ont permis de repérer les pays qui ont traduit la convention dans leur droit positif. Si certains, tels la Corée du Sud ou le Japon, disposaient antérieurement d'une législation appropriée, d'autres ont adopté depuis 2003 des textes visant spécifiquement le patrimoine immatériel : l'Arménie et la Chine ont été parmi les premiers³⁶, l'Espagne a voté une loi sur cette question en mai 2010³⁷, tandis que la Lettonie et la Palestine préparent la leur. Certains pays ou communautés ont préféré, quant à eux, inclure le PCI dans leur législation générale sur le patrimoine. C'est par exemple le cas du Québec avec sa loi de 2012³⁸.
- 33 En regard de telles avancées, le dispositif français paraît singulièrement en retrait. En effet, la ratification de la convention, en juin 2006, est le seul texte de loi prenant en compte l'ensemble du PCI dans le droit français. Celui-ci mis à part, existent çà et là des embryons de réglementation, en général des mesures intéressant une pratique en particulier (telle chasse traditionnelle, telle forme de tauromachie)³⁹ ou des labels attachés à la défense et à la promotion des savoir-faire (meilleur ouvrier de France, entreprise du patrimoine vivant, maître d'art). Le meilleur exemple du caractère erratique et purement circonstanciel de ces mesures est la décision prise en 2005 par le

président de la République Jacques Chirac de reconnaître le foie gras comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France⁴⁰...

- 34 L'occasion d'une meilleure prise en compte du PCI, de sa spécificité et des moyens nécessaires à sa sauvegarde a été donnée, en 2013, par le projet de loi dédié au patrimoine. Ce projet d'*aggiornamento* de la législation patrimoniale n'était bien entendu nullement motivé par le désir de prendre en compte le PCI pour lui-même. Tout au plus s'agissait-il de célébrer le centenaire de la loi de 1913, clef de voûte de l'actuel système de protection du patrimoine matériel. Les discussions ont été longues et difficiles, au sein de l'administration de la Culture, pour parvenir à la formulation d'un texte prenant en compte le patrimoine immatériel (Hottin 2013). Finalement, l'option retenue consistait en l'adjonction d'un paragraphe reprenant la définition de l'Unesco dans la définition générale du patrimoine en France (Hottin 2013 : 35). Par la suite, pour cause de crise ministérielle, l'examen de la loi a été reporté. Lorsqu'un nouveau cabinet a repris le chantier, le projet de loi a été profondément modifié, afin d'inclure la création artistique et l'architecture... et les quelques dispositions prévues en faveur du PCI ont été supprimées par le secrétariat général du gouvernement, avant d'être réintroduites grâce à un amendement parlementaire. Si, dans l'état actuel du texte – ce que l'on appelle la « petite loi » – la définition de l'Unesco vient bel et bien enrichir une conception du patrimoine figée dans la matière inerte⁴¹, le cheminement du texte entre les deux chambres est loin d'être achevé. Tout au plus peut-on estimer, à ce stade, que la représentation populaire s'est montrée moins timorée que la haute administration.

Les candidatures comme moteur

- 35 L'étude comparée des procédures mises en œuvre pour sélectionner les candidatures permet de mieux comprendre les caractéristiques originales de ce processus en France. Certains pays, tels que la Norvège, ont délibérément fait le choix de ne pas déposer de dossier de candidature sur les listes de l'Unesco, et d'autres – c'est le cas de la Suisse, étudiée par Florence Graezer-Bideau – ont subordonné la présentation des premières candidatures au parachèvement de l'inventaire⁴². En France, dès le printemps 2008, lorsque furent accessibles les formulaires de présentation des dossiers, le choix fut fait de présenter sans attendre des candidatures. Certaines propositions spontanées arrivèrent au ministère de la Culture, notamment cinq dossiers venant de la ville de Lyon, mais les projets étaient peu aboutis et sans rapport parfois avec le cadre de la convention. Finalement, les dossiers déposés provenaient surtout des réflexions conduites au sein du comité du patrimoine immatériel, instance chargée de suivre la mise en œuvre de la convention et pour plusieurs d'entre elles (la course camarguaise – non retenue par l'Unesco – ou le trait de charpente – inscrit sur la Liste représentative), elles s'inscrivaient dans une forme de continuité avec les recherches antérieurement menées en ethnologie de la France⁴³. On le voit, dans le premier cycle de fonctionnement de la convention, l'initiative est revenue principalement aux services de l'État et, si les communautés ont été consultées et ont donné leur accord, elles n'ont pas vraiment été à l'origine de la démarche d'inscription⁴⁴.
- 36 Il en est allé tout autrement à partir de la deuxième année et surtout de la troisième année : bien que problématique à maints égards, le dossier du repas gastronomique des Français a contribué à populariser la notion de PCI en France⁴⁵, tandis que le

rayonnement régional d'autres éléments inscrits favorisait l'émergence de nouvelles initiatives. Ainsi, les projets ont commencé à affluer et l'intérêt pour ce dispositif ne s'est pas démenti depuis. Entre 2008 et 2016, le ministère de la Culture a eu à connaître près de soixante projets de candidatures pour les listes de l'Unesco, essentiellement sur la liste représentative. À ce jour, treize de ces projets ont débouché sur une inscription, trois seulement ont fait l'objet d'un refus de la part des experts⁴⁶. Un nombre assez important de projets – plus d'une trentaine – ne se sont finalement pas concrétisés par une présentation en bonne et due forme (soit que manque l'assentiment de l'ensemble de la communauté, soit que les personnes à l'origine de l'initiative se désengagent de la démarche en cours de route, soit que le projet paraisse en définitive peu viable) et près d'une vingtaine sont aujourd'hui en cours. Il faut y ajouter près de vingt projets fantaisistes, tels que l'observation des ovnis. Au total, depuis 2008, les services de l'État ont eu à connaître plus de cent projets de candidatures et sont passés d'une posture clairement incitative (en 2008-2009) à une démarche combinant information, explication, suivi, instruction, régulation et sélection.

- 37 En dépit de ce succès, la procédure est demeurée relativement souple : l'inscription à l'Inventaire peut se faire une fois la démarche lancée et ne constitue pas un préalable, les principaux critères d'évaluation restent ceux promus par l'organisation (mise en place d'un plan de sauvegarde et participation de la communauté). Les pratiques sélectionnées sont appréhendées sous l'angle des « traditions vivantes » et non des « manifestations folkloriques » figées dans un formalisme hiératique : là encore, l'influence de l'ethnologie comme discipline de référence est sensible. Vis-à-vis des questions économiques, les services du ministère tout comme le comité en charge de la sélection des projets continuent de manifester une certaine méfiance, aiguillonnée par quelques déconvenues initiales. Les dossiers de candidatures présentant un fort contenu économique et participant de l'image du « luxe à la française » n'ont jamais eu un grand succès devant l'Unesco : il en a été ainsi des savoir-faire de la joaillerie comme de la porcelaine de Limoges, pour ne pas parler des polémiques qui ont accompagné la présentation du repas gastronomique des Français.
- 38 La liste des quatorze éléments inscrits à ce jour sur les listes de l'Unesco présente un caractère hétéroclite qui peut être revendiqué comme une manifestation de fidélité à l'esprit de la convention : il ne s'agit pas, en effet, d'établir un tableau d'honneur de l'excellence patrimoniale nationale dans le domaine de l'immatériel, pas plus que d'imposer, de manière surplombante une hiérarchie entre des pratiques attachées à des domaines très variés et se rapportant à des communautés fort dissemblables par leur composition et leur taille. Il ne s'agit pas, non plus, d'inscrire uniquement des éléments dont la dimension nationale serait pleinement démontrée : cet esprit, qui fut celui de la loi de 1887 sur les Monuments historiques est en effet totalement étranger à la Convention de 2003, et ce n'est pas dans cet esprit que la liste a été constituée.
- 39 Après 2010, et l'inscription, obtenue de haute lutte, du repas gastronomique, un effort particulier a été apporté à la préparation des dossiers, notamment pour ce qui concerne la participation de la communauté, l'élaboration des mesures de sauvegarde et le rapport existant entre les deux. Cet effort n'a pas tout de suite porté ses fruits : en 2011 le dossier de la porcelaine de Limoges échoue devant l'Unesco, tandis que celui de l'équitation de tradition française est placé en situation de ballottage sévère, avec des évaluations très mitigées. En revanche, les dossiers des quatre cycles suivants font l'objet d'évaluations positives de la part des experts : *fest noz* (2012)⁴⁷, ostensions

septennales limousines (2013)⁴⁸, *gwoka* de Guadeloupe (2014)⁴⁹ et fêtes du solstice d'été dans les Pyrénées (avec l'Andorre et l'Espagne, 2015)⁵⁰. Ces trois derniers dossiers ont même bénéficié d'appréciations particulièrement élogieuses de la part du comité intergouvernemental, qui a vu en eux des exemples de bonnes candidatures dont pourraient s'inspirer les États dans la préparation de dossiers à venir.

- 40 Les projets à venir portent sur, le carnaval de Granville⁵¹ et le Biou d'Arbois. Il peut être intéressant de revenir sur les conditions d'élaboration de ce dossier, qui fournit une bonne synthèse des savoir-faire développés par le ministère de la Culture en matière de préparation des candidatures à l'Unesco. Le Biou est une fête, à la fois religieuse, civique et patronale qui se déroule chaque année dans la petite ville d'Arbois (Jura) avant les vendanges. Les éléments principaux de cette fête sont une grappe de raisins formée par l'assemblage de centaines de grappes (le « biou », ou le « beau » en dialecte local) et une couronne mortuaire, également composée de grappes. Depuis le XVII^e siècle, le Biou est porté par les vignerons dans l'église du bourg, où une messe est célébrée, tandis que la couronne est hissée depuis 1923 sur le monument aux morts, au pied duquel des discours civiques sont prononcés. Depuis les années 1960 une délégation de la ville allemande de Hauser, jumelée à Arbois, participe à cette cérémonie. L'initiative de la candidature a été prise par un membre du conseil municipal, donc un arboisien lui-même, et a été suivie administrativement et scientifiquement par la direction régionale des affaires culturelles de Franche Comté. C'est une enquête ethnographique, menée avec une ethnologue, Flavie Ailhaud, qui a permis de mettre à jour la complexité et l'imbrication des significations propres à cette fête, tout en impliquant d'emblée les habitants de la ville d'Arbois dans le processus. Le pilotage de la candidature à proprement parler a rassemblé habitants, chercheurs et représentants de l'administration, tandis que de nombreuses réunions d'information et des dispositifs participatifs étaient mis en place pour l'élaboration du dossier et des mesures de sauvegarde. Parallèlement, un film était tourné, véritable enquête sur le projet, qui a fourni la matière première d'un documentaire d'une heure⁵² et du film de dix minutes destiné à accompagner le dossier de candidature. Enfin, une exposition a été réalisée, portant tant sur l'élément lui-même que sur le projet de candidature. Pour autant, le cheminement du projet auprès des instances ministérielles a été long : trois présentations successives ont été nécessaires (en 2013, 2014 et 2015) pour qu'il soit finalement transmis à l'Unesco.

Les dynamiques de l'inventaire

- 41 Lors d'une communication faite au séminaire coorganisé par la Mission ethnologie et le CNRS, Jean-Louis Tornatore assimilait l'inventaire à un « déni de reconnaissance » (Tornatore 2011 : 227). Avec lui ou après lui, nombreux ont été les chercheurs à critiquer l'idée même d'un inventaire du patrimoine immatériel en France⁵³. Ce sont retrouvés ici les débats récurrents sur le caractère supposé réificateur d'une telle pratique, ou encore ceux sur l'artificialité d'une distinction entre matériel et immatériel. L'inventaire du patrimoine immatériel, unique disposition obligatoire pour les États parties, selon la convention, n'enthousiasmait guère les chercheurs et paraissait totalement méconnu des communautés. Pour les premiers, il n'était sans doute qu'un succédané de recherche scientifique, un travail ingrat ne procurant ni reconnaissance scientifique, ni honneur, un exercice dans lequel il est difficile de

briller. Pour les membres des communautés, il restait alors une perspective assez abstraite, dont l'utilité paraissait douteuse. Qu'en est-il huit ans plus tard ?

- 42 Au sein de l'institution patrimoniale, la pratique de l'inventaire a constitué une forme de reconnaissance... pour le patrimoine immatériel. En effet, au sein de cette institution où l'inventaire est une pratique courante, consubstantielle pour ainsi dire à l'activité patrimoniale, l'existence d'un inventaire dédié au PCI a été un puissant instrument de légitimation de cette nouvelle catégorie, soumise au départ à bien des contestations et perçue comme peu légitime. Si, au commencement, l'idée d'un inventaire du PCI n'a suscité que peu d'intérêt (tout au plus apparaissait-il comme un prolongement tardif de l'inventaire du patrimoine matériel), il en a été tout autrement lorsque, en 2011, a été insérée la corrida sur cette liste. La vague de protestations soulevée par cette inscription⁵⁴, mais aussi l'enthousiasme des défenseurs de cette pratique – pour qui la présence sur l'inventaire est apparue comme une véritable reconnaissance culturelle – a fait connaître l'inventaire du PCI de tout le ministère de la Culture et a montré que figurer – ou ne pas figurer sur cette liste était loin d'être anodin.
- 43 On a surtout discuté, au cours des premières années du caractère plus ou moins participatif des inventaires du patrimoine immatériel. Ce critère important selon l'Unesco tendant à devenir un critère presque exclusif d'appréciation et de construction des typologies concernant les inventaires. D'autres traits distinctifs méritent toutefois d'être pris en compte. Ainsi, certains inventaires du PCI sont conçus comme des listes closes, comportant un nombre arrêté d'éléments, dans l'attente d'une révision ultérieure. C'est, par exemple, le cas de l'Inventaire suisse du PCI, étudié par Florence Graezer-Bideau. Nourri des expériences françaises antérieures en matière d'inventaire, l'inventaire du PCI en France a d'emblée et conçu comme un processus continu, ouvert et non limitatif. De nouvelles inclusions peuvent être faites à tout moment, en fonction des résultats des enquêtes ou des demandes soumises par les communautés. Il a en outre été pensé d'emblée comme un outil évolutif. Susceptible de connaître des modifications méthodologiques importantes en cours de réalisation.
- 44 L'inventaire du PCI en France a considérablement évolué au fil des années : les premières enquêtes expérimentales, lancées en 2008 en s'inspirant de l'exemple québécois de l'Irep⁵⁵, étaient construites comme des enquêtes ethnographiques, selon un modèle résolument *top down*. Très rapidement, et grâce à l'apport de réflexion de plusieurs chercheurs qui ont livré de cette méthode des critiques pertinentes, le projet s'est modifié. Il prend aujourd'hui la forme d'un appel à projets annuel, ouvert tant aux équipes de chercheurs qu'à des associations culturelles de sauvegarde du patrimoine ou des associations de praticiens, qui accomplissent alors leur projet en se dotant d'un accompagnement scientifique.
- 45 Parallèlement à cette approche extensive, fondée sur le principe d'enquêtes thématiques ou géographiques, a toujours existé, dès 2008, la possibilité d'une inclusion directe dans l'inventaire, à la demande d'une communauté (généralement représentée par une association, une collectivité territoriale, ou un groupe plus informel de personnes. Confidentielle au départ, cette approche d'emblée conforme au principe de construction des inventaires *bottom-up* tend à se développer. Elle est la règle, notamment pour les projets de candidature à l'Unesco, qui ne sont, en général pas issus d'une enquête thématique ou géographique. Quelques cas, à commencer par celui de la corrida, ont soulevé une vive émotion et contribué à populariser cette forme d'inscription. Dans le cadre de ces candidatures spontanées, la demande est examinée par

le ministère de la Culture, qui prend en outre en compte les avis de deux scientifiques compétents dans le domaine concerné et qui sont sollicités pour l'occasion.

- 46 Il est frappant de constater que cette inscription sur l'inventaire du PCI en France, que ce soit par le biais des enquêtes ou via les candidatures spontanées, recueille de plus en plus de succès, alors même qu'elle constitue une simple reconnaissance de la valeur culturelle d'une pratique et ne confère aucun droit particulier à la communauté. En outre, l'accès aux listes de l'Unesco devenant plus difficile et plus lent, l'inscription sur l'Inventaire est parfois valorisée pour elle-même, comme une étape essentielle d'un processus de candidature plus long, susceptible de s'étaler sur près de dix ans. Ainsi, en 2015, l'inscription sur l'Inventaire du PCI en France des fêtes de l'ours de trois villages du Haut-Vallespir, dans les Pyrénées orientales, a été fêtée par les maires et saluée par les habitants des trois communes à l'occasion de la tenue annuelle de cette manifestation populaire⁵⁶.

Une organisation administrative minimaliste

- 47 Les moyens humains mis à disposition pour la mise en œuvre de la convention restent très modestes, surtout en regard des équipes présentes dans d'autres pays. Au sein de l'administration centrale du ministère de la Culture, l'action en faveur de l'ethnologie et du PCI est assurée par une équipe de trois personnes (un adjoint au chef de département, une chargée de mission et une secrétaire), ainsi que par trois personnes affectées au service des publications de l'ethnologie. Sur l'ensemble du territoire six conseillers pour l'ethnologie œuvrent au sein des directions régionales des affaires culturelles, contingent réduit complété par trois correspondants pour le PCI dans d'autres directions (il s'agit de conseillers en charge d'un autre secteur qui assurent, de surcroît une veille sur le patrimoine culturel immatériel).
- 48 En 2012 a été mis en place un comité dit « comité du patrimoine ethnologique et immatériel » qui est chargé de coordonner les actions liées à la convention : examen des demandes d'inscription à l'Inventaire, sélection des candidatures à l'Unesco, organisations de manifestations culturelles et artistiques en rapport avec le PCI. Il compte neuf membres statutaires, un grand nombre de personnalités invitées et a un rôle consultatif auprès du ministre⁵⁷.
- 49 L'intérêt suscité par la convention ne saurait donc relever exclusivement d'une équipe administrative si réduite, preuve s'il en est que décidément, même en France, l'État ne peut pas tout. Les succès enregistrés par la convention sont bien plutôt à mettre au crédit des communautés, premiers acteurs de celle-ci.

Quelles sont les communautés du PCI dans la France de 2015 ?

Représenter les acteurs : de la liste à la carte

- 50 Selon le texte de la convention, les communautés jouent un rôle important dans la sauvegarde du patrimoine immatériel, à toutes les étapes de la chaîne patrimoniale, depuis l'identification jusqu'à la valorisation en passant bien entendu par la transmission. Pour autant, le terme de communauté n'est pas précisément défini par l'Unesco. On peut écrire, sans avoir peur de se tromper, qu'il y a en France, en 2015,

soixante-cinq millions de détenteurs de patrimoine culturel, tout en gardant à l'esprit que chacune de ces personnes peut être détentrice d'un nombre quasiment infini de formes de patrimoine immatériel. Face à cette démesure, s'est rapidement manifestée un besoin de mesure, ou, plus justement, de quantification des acteurs les plus pertinents de cette nouvelle politique, en prenant comme base les acteurs institutionnels concernés par la convention et les secteurs d'activités se rapportant aux cinq grands domaines de la convention visés à l'article 2 de celle-ci⁵⁸.

- 51 Là encore, cette recherche n'était pas une absolue nouveauté : dès 1983, le Répertoire d'ethnologie de la France (ou Repethno), avait été construit selon une logique similaire, face à la profusion des associations actives pour la sauvegarde de ce patrimoine⁵⁹. En 2004, Portethno (portail d'ethnologie de la France) avait pris la suite de ce répertoire imprimé⁶⁰. Toutefois, la cartographie des acteurs du patrimoine culturel immatériel impliquait d'autres choix et d'autres critères, en particulier la prise en compte d'organisations actives dans le champ des traditions vivantes, mais pas nécessairement dans l'étude et la valorisation de celles-ci (par exemple des associations sportives).
- 52 C'est en 2010 seulement, soit quatre ans après la ratification, que le ministère de la Culture et mis en place un programme de recensement des acteurs du patrimoine culturel immatériel, confié à l'université de Bretagne Occidentale (UBO) et plus particulièrement au Centre de recherche bretonne et celtique. Cette enquête a permis la constitution d'un annuaire d'environ 450 acteurs (institutions, sociétés, associations, fédérations, personnes répertoriées *intuitu personæ*). Il est apparu d'une réelle utilité pour diffuser des informations, toutefois très insuffisant pour permettre une représentation des réseaux.
- 53 Aussi, à partir de 2010, la direction générale des patrimoines a suivi avec un intérêt croissant les travaux menés par une jeune chercheuse en sciences de l'information de l'université Lille 3, Marta Severo, pionnière en France de la cartographie du *web* culturel⁶¹. Son projet, d'abord conduit de manière indépendante avec Chiara Bortolotto, a permis de cartographier les réseaux français du PCI sur Internet, faisant notamment ressortir la relative surreprésentation des acteurs institutionnels quand on compare le graphe français et celui des réseaux propres à d'autres pays (Italie et Suisse). À partir de 2014, le ministère de la Culture a engagé un partenariat avec le laboratoire Geriico de l'université Lille 3 : L'objectif de ce projet est de créer un observatoire des réseaux du PCI en France sur Internet, de rendre possible un suivi de l'évolution de ces réseaux et d'aider les différents partenaires du ministère à améliorer leur présence sur Internet. L'observatoire se met progressivement en place en 2015⁶².

Structurer les réseaux : le centre français du Patrimoine culturel immatériel

- 54 Dès avant la ratification de 2006, une association, la Maison des cultures du monde, a joué un rôle prépondérant dans la diffusion de la notion de patrimoine culturel immatériel. Ayant des activités principalement tournée vers la mise en valeur des musiques et danses traditionnelles du monde entier (à travers le festival de l'imaginaire), elle a pour la première fois pris en compte le PCI en France à travers l'organisation d'une journée annuelle dédiée à cette politique, en 2004. Cette rencontre entre défenseurs du PCI, administrateurs, chercheurs et acteurs culturels a depuis lors été reconduite tous les ans. À partir de 2011, la Maison des cultures du monde s'est

impliquée manière encore plus forte dans l'action en faveur du PCI en France : en effet, cette année le ministère de la Culture a désigné l'annexe bretonne de l'association, qui jusqu'alors n'était que son centre de documentation, comme Centre français du patrimoine culturel immatériel (en référence à une disposition prévue à l'article 13 de la convention, qui enjoint les États parties à désigner un ou plusieurs centres de référence pour le PCI présent sur leur territoire).

55 Depuis 2011, en dépit des difficultés budgétaires liées à une conjoncture économique médiocre, le Centre français du PCI⁶³, basé à Vitré (Île-et-Vilaine) a su développer ses activités et s'est imposé comme un partenaire de grande qualité, tant pour les ministères de la Culture que pour les différents acteurs du PCI. Il joue en particulier un rôle éminent dans la structuration des réseaux français du PCI. Cette structuration s'effectue sur plusieurs plans. Le premier cercle, pourrait-on écrire, est celui des détenteurs d'éléments inscrits sur les listes de l'Unesco. Depuis 2013, ils sont organisés en association⁶⁴, et le CFPCI est le siège de celle-ci, la directrice du centre, Séverine Cachat, en assurant le secrétariat. L'association développe depuis lors ces activités propres, la première ayant été la mise en place d'une exposition itinérante dédiée à la découverte des biens français inscrits sur les listes de l'Unesco. Le deuxième niveau d'organisation des réseaux est celui des ONG françaises accréditées auprès de l'Unesco. La France compte plus de vingt ONG qui bénéficient de cette accréditation et le ministère de la Culture et de la communication encourage chaque année d'autres organismes à la demander. Afin que ces structures, qui ont en commun le souci de la sauvegarde du PCI puissent mieux se connaître et bâtir des projets en commun, le CFPCI organise chaque année une rencontre des ONG. Enfin, le troisième niveau de structuration des réseaux concerne un panel plus vaste d'acteurs : chercheurs, associatifs, administrateurs, qu'ils soient français ou étrangers. À partir de 2012, le CFPCI a mis en place, avec le ministère de la Culture, un séminaire international annuel consacré à une question touchant le PCI. Cette rencontre est conçue moins comme un séminaire académique que comme une rencontre professionnelle. Une grande place y est faite aux échanges entre acteurs de différents pays. Les actes sont ensuite publiés en ligne. Après une première rencontre consacrée à l'administration du patrimoine immatériel en Europe (CFPCI 2013), la session de 2013 a porté sur l'enseignement supérieur du PCI (CFPCI 2015) et celle de 2014 sur l'économie du patrimoine culturel immatériel – avec Francesca Cominelli comme co-responsable scientifique (CFPCI 2017). Le thème retenu pour 2015 est la numérisation (avec Marta Severo).

56 En 2015, le ministère a souhaité renouveler son partenariat avec la Maison des cultures du monde par le biais d'une convention triennale. Pour deux de ses axes, celle-ci concerne explicitement le patrimoine culturel immatériel : le développement de la formation d'une part et celui de la recherche de l'autre. Dans le domaine de la recherche, le centre français du PCI a reçu le label ethnopôle avec pour mission de développer des actions de recherche sur les politiques du PCI, y compris dans une perspective critique vis-à-vis de l'institution. On attend beaucoup de l'action de cet ethnopôle, même si la conduite d'une analyse critique des usages de la convention sera un défi difficile à relever. En effet le CFPCI est également un partenaire précieux pour le ministère dans l'expertise sur les projets de candidatures à l'Unesco ou d'inscription à l'Inventaire du PCI en France...

Le rôle des communautés infraétatiques : les régions⁶⁵

- 57 Les régions sont en France avec les départements les principales collectivités territoriales. À la suite de plusieurs lois de décentralisation, elles ont accédé à une large autonomie. Initialement au nombre de 26, elles ne seront plus que 14 en 2015, suite à un processus de regroupement qui est en cours. Dans le domaine du patrimoine, leur rôle s'est notablement accru depuis 2004, date du transfert aux régions des services de l'Inventaire général du patrimoine culturel. Réalisé juste avant que la France ne ratifie la convention, ce transfert de compétences ne pouvait prendre en compte le patrimoine culturel immatériel, et n'a pas, de fait, concerné le patrimoine ethnologique, catégorie devenue de plus en plus floue au fil des ans. On a vu, en outre que les services de l'inventaire général du patrimoine culturel, depuis leur transfert aux régions, ne se sont saisis de la catégorie du PCI que de manière désordonnée et brouillonne, pour certains⁶⁶, tandis que la majorité d'entre eux a préféré continuer à cultiver son savoir-faire traditionnel de l'étude du patrimoine mobilier et immobilier. Dans ce contexte, quel a pu être l'appropriation par les régions de la notion de patrimoine immatériel, et quels ont été acteurs de cette prise ?
- 58 Si de nombreuses régions n'ont pas entrepris d'actions spécifiques dans le domaine du patrimoine culturel immatériel depuis 2006, certaines se sont singularisées. Le cas le plus intéressant de ce point de vue est sans doute celui de la Bretagne. Cette région administrative reprend, pour l'essentiel, les contours et les emblèmes d'une province française doté d'une forte identité historique et linguistique. Au cours du XX^e siècle, non sans compromission parfois avec les courants politiques les plus réactionnaires (Morvan 2005), le combat pour la reconnaissance de la culture bretonne a été un mouvement fortement porté par différentes associations et abondamment relayé par les grands élus régions. C'est en Bretagne que sont organisées, à la fin de l'année 2008, les premières assises du patrimoine culturel immatériel⁶⁷, au cours desquelles le président du conseil régional propose l'inscription de la culture bretonne sur les listes du patrimoine culturel immatériel. Cette demande politique est ensuite relayée et amplifiée, avec un grand à propos, par un collectif d'associations qui, coordonnées par le centre des musiques et danses traditionnelles Dastum, entreprend la préparation d'une candidature dédiée à la fête traditionnelle bretonne, le *fest noz*. Le processus de candidature, accompagné par de très nombreuses rencontres avec des élus et la population se conclut par un beau succès devant l'Unesco en 2012. En 2013, la région, revenant sur le terrain du PCI décide de transformer l'essai en favorisant la création d'une structure associative dédiée à la sauvegarde du PCI en Bretagne : Bretagne culture diversité⁶⁸. Pour l'occasion, la définition retenue du PCI inclut pleinement les langues, et non seulement les expressions dont elles sont le support. De même, l'association se singularise par le souci de prendre en compte d'emblée dans ses actions la notion de diversité culturelle, ceci afin d'éviter, *via* la valorisation du PCI, toute forme de replis sur soi et de dérive folklorisante. L'arbre de Bretagne culture diversité ne saurait toutefois cacher la dense forêt des actions bretonnes dans le domaine du patrimoine culturel immatériel : les associations de cette région sont toujours parmi les plus nombreuses à répondre aux appels à projet du MCC dans le domaine de l'Inventaire du PCI.
- 59 La Bretagne n'est pas un cas isolé. En aquitaine, grâce à l'impulsion donnée par le Conseil régional à une association baptisée Institut occitan, ou InOc⁶⁹, de nombreuses

actions ont été conduites depuis le commencement de la mise en œuvre de la convention. L'InOc a été partenaire de plusieurs campagnes d'Inventaire du PCI (par exemple sur la fête en aquitaine, ou encore sur les usages et coutumes en droit local), a organisé en 2014 une exposition de grande qualité sur le PCI au musée d'ethnologie de Bordeaux (l'exposition est moins basée sur une restitution des travaux d'inventaire conduit au cours des années passées que sur une exploitation de ceux-ci en vue de nourrir une réflexion globale sur la spécificité du PCI) et est aujourd'hui l'organisme le plus avancé dans la diffusion des résultats des recherches sur le PCI. Le travail de l'InOC a été consacré par l'obtention du label « ethnopôle » en 2015, avec une spécialisation dans le domaine de l'ethnomusicologie, et l'association est en outre partie prenante dans plusieurs actions conduites au titre du PCI par l'Université de Pau, dont la création d'une chaire Unesco dédiée à ce patrimoine. l'action de l'Institut occitan, de la région Aquitaine et de l'université de Pau est d'autant plus remarquable qu'elle s'est construite sans projet de candidature à l'Unesco, en plaçant au contraire au cœur de sa démarche les actions locales et régionales en faveur du PCI et sans le soutien local d'un conseiller pour l'ethnologie. La région Basse Normandie fournit un dernier exemple d'action culturelle mettant en avant le patrimoine culturel immatériel. Une association dédiée à l'ethnologie régionale, le Crécet, partenaire de longue date du ministère de la Culture, a opéré dès les années 2006-2007 une remarquable conversion au patrimoine culturel immatériel : implication dans le projet national d'inventaire, pilotage de candidatures pour l'Unesco, organisation de rencontres, de séminaires et de colloques. À partir de 2012, l'implication de la région dans le soutien à l'association est devenu plus important, et en 2014 celle-ci est devenu le cœur d'un nouvel établissement public, baptisé « La Fabrique des patrimoines en Normandie⁷⁰ », qui a parmi ses axes de travail le patrimoine culturel immatériel. Là encore, logiquement, le soutien du ministère de la Culture s'est manifesté à travers l'attribution d'un label « ethnopôle » pour la nouvelle structure, dont le fonctionnement est effectif depuis janvier 2015.

- 60 Les réformes en cours dans l'organisation des services publics en France pourraient à l'avenir confier explicitement aux régions des missions plus importantes dans le domaine du PCI. D'ores et déjà, la région Bretagne a demandé à l'État la délégation de nouvelles compétences en matière culturelle : le cinéma, le livre et la lecture sont concernées, ainsi que le PCI. Il est permis de penser que ce choix sera source d'inspiration pour d'autres collectivités. De son côté, l'État, de manière inédite, a pris l'initiative d'une meilleure répartition des rôles entre les régions et ses services sur cette question. La revue des missions de l'État, rendue publique en juillet 2015, fixe en ces termes la répartition des rôles : L'objectif principal est de développer le rôle du secteur associatif en matière de patrimoine immatériel. L'action de l'État sera alors limitée à la gestion de l'inventaire français du patrimoine culturel immatériel et à l'instruction des dossiers de candidatures pour l'inscription sur la liste du patrimoine mondial immatériel de l'Unesco, dont les services du ministère chargé de la culture continueront à assurer le contrôle scientifique et technique. Cette mesure renforcera le rôle des acteurs locaux (associations et collectivités territoriales) pour identifier et préserver le patrimoine culturel immatériel de notre pays. Il s'agit de clarifier les responsabilités incombant respectivement à l'État, aux collectivités territoriales ou confiées au secteur associatif, et de donner une meilleure lisibilité de l'action de l'État dans ces domaines
- 61 Une récente décision gouvernementale semble conforter cette approche : La revue des missions de l'État⁷¹, important document édité par les services du Premier Ministre,

consacre une mesure exclusivement au patrimoine culturel immatériel. Selon cet engagement gouvernemental, les services de l'état devront concentrer leur action sur la tenue et les mise à jour de l'Inventaire du patrimoine culturel immatériel en France, ainsi que sur l'instruction des candidatures pour l'Unesco. Le rôle du secteur associatif devra être développé, en coordination avec l'implication des collectivités territoriales. Ainsi se trouve reposée la question de l'implication de la société civile dans la mise en œuvre de la convention, avec comme corollaire, l'introduction, selon un nouvel angle d'approche de la question des communautés.

BIBLIOGRAPHIE

ARTIÈRES PHILIPPE & ANNICK ARNAUD (dir.), 2005

Sociétés et représentations, n° 19 : « Lieux d'archive. Une nouvelle cartographie : de la maison au musée ».

BABELON JEAN-PIERRE & ANDRÉ CHASTEL, 2004 [1994]

La Notion de patrimoine, Paris, Liana Levy, coll. « Opinion ».

BARBE NOËL, 2013

« Isac Chiva, ethnologie et politique patrimoniale », *Terrain*, n° 60 : « L'imaginaire écologique ». Disponible en ligne : <http://terrain.revues.org/15127> ; DOI : 10.4000/terrain.15127 [lien valide en décembre 2015].

BARBE NOËL (dir.), 2014

Les Mondes de Beauquier, Besançon, Éditions du Sekoya, coll. « Les cahiers de l'ethnopôle ».

BARBE NOËL, MARINA CHAULIAC & JEAN-LOUIS TORNATORE, 2015

« Intangible cultural heritage exposed to public deliberation : a participatory experience in a regional park », in Nicolas Adell, Regina F. Bendix, Chiara Bortolotto & Markus Tauschek (dir.), *Between imagined communities and communities of practice. Participation, territory and the making of heritage*, Göttingen, Universitätsverlag Göttingen, p. 201-218.

BENZAÏD REDJEM (dir.), 1979

Rapport sur l'ethnologie de la France. Besoins et projets, Paris, La Documentation française.

BORTOLOTTI CHIARA (dir.), ANNICK ARNAUD & SYLVIE GRENET (collab.), 2011

Le Patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », n° 26.

BORTOLOTTI CHIARA, 2011

« Le trouble du patrimoine culturel immatériel », in Chiara Bortolotto (dir.), Annick Arnaud & Sylvie Grenet (collab.), *Le Patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Cahiers d'ethnologie de la France », n° 26, p. 21-43.

BROMBERGER CHRISTIAN, 2014

« "Le patrimoine immatériel" entre ambiguïtés et overdose », *L'Homme*, n° 209, vol. 1, p. 143-151.

Disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-l-homme-2014-1-page-143.htm> [lien valide en septembre 2018].

CFPCI (CENTRE FRANÇAIS DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL), 2013

L'Administration du patrimoine culturel immatériel en Europe : Administration, réglementation et procédures, actes de séminaire (Centre français du patrimoine culturel immatériel – Maison des cultures du monde, Vitré, 6-7 septembre 2012), Paris, Vitré, CFPCI, Maison des cultures du monde, coll. « Cahiers du CFPCI », n° 1. [en ligne], <http://www.cfpci.fr/actualites/cahier-du-cfpci-1> [lien valide en mai 2018].

CFPCI (CENTRE FRANÇAIS DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL), 2015

Enseigner le patrimoine culturel immatériel ? Le « PCI » dans les formations universitaires, actes de séminaire (Centre français du patrimoine culturel immatériel – Maison des cultures du monde, Vitré, 5-6 septembre 2013), Paris, Vitré, CFPCI, Maison des cultures du monde, coll. « Cahiers du CFPCI », n° 2. [en ligne] : http://www.cfpci.fr/medias/site/Cahiers_du_CFPCI/Cahier_CFPCI_n2.pdf [lien valide en mai 2018].

CFPCI (CENTRE FRANÇAIS DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL), 2017

L'Économie du patrimoine culturel immatériel, actes de séminaire (Centre français du patrimoine culturel immatériel – Maison des cultures du monde, Vitré, 11-12 septembre 2014), Paris, Vitré, CFPCI, Maison des cultures du monde, collection « Cahiers du CFPCI », n° 4. [en ligne] : http://www.cfpci.fr/medias/site/Cahiers_du_CFPCI/Cahier_CFPCI_n4.pdf [lien valide en mai 2018].

CHRISTOPHE JACQUELINE, DENIS-MICHEL BOËLL & RÉGIS MEYRAN (**dir.**), 2009

Du Folklore à l'ethnologie, Préface de Michel Colardelle et Isac Chiva, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme.

CORNU MARIE, JÉRÔME FROMAGEAU & CHRISTIAN HOTTIN (**dir.**), 2013

Droit et patrimoine culturel immatériel, actes de colloque (Ministère de la Culture, Lahic, CECOJI. Paris, 13 et 14 janvier 2011), Paris, L'Harmattan, coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel ». Disponible en ligne : <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=40821> [lien valide en avril 2018].

GRAEZER BIDEAU FLORENCE, 2012

« Inventorier les « traditions vivantes ». Approches du patrimoine culturel immatériel dans le système fédéral suisse », *ethnographiques.org*, n° 24 : « Ethnographies des pratiques patrimoniales : temporalités, territoires, communautés » [en ligne], <http://www.ethnographiques.org/2012/Graezer-Bideau> [lien valide en janvier 2016].

HOTTIN CHRISTIAN, 2008

« Anti-monumental ? Actualité du patrimoine culturel immatériel », *Monumental*, semestriel 1, p. 70-73. Disponible en ligne, <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Patrimoine-culturel-immateriel/Recherche-publications-et-formations/Publications/Monumental-semestriel-1-2008> [lien valide en juin 2019].

HOTTIN CHRISTIAN, 2011

« Entre ratification et inscriptions. La mise en œuvre d'une politique du patrimoine culturel immatériel en France (2005-2010) », *Terrain*, n° 57 : « Mentir », p. 144-157. Disponible en ligne : <http://terrain.revues.org/14390> [lien valide en avril 2018].

HOTTIN CHRISTIAN, 2012

« À la recherche du patrimoine immatériel. Tâtonnements, tactiques et stratégies pour la mise en œuvre par la France de la Convention de 2003 », in *Les mesures de soutien au patrimoine culturel immatériel : gouvernements, institutions, municipalités*, actes de colloque (Conseil québécois du patrimoine vivant, Québec, 14-18 avril 2011), Québec, CQPV, p. 87-107. Disponible en ligne :

<http://patrimonialisation/w-content/uploads/2009/10/Les-mesures-de-soutien-au-patrimoine-immateriel-actes-du-colloque-2011.pdf> [lien valide en avril 2018].

HOTTIN CHRISTIAN, 2013

« Le patrimoine culturel immatériel en France : des paradoxes évolutifs », L'Administration du patrimoine culturel immatériel en Europe : Administration, réglementation et procédures, actes de séminaire (Centre français du patrimoine culturel immatériel – Maison des cultures du monde, Vitré, 6-7 septembre 2012), Paris, Vitré, CFPCI, Maison des cultures du monde, collection « Cahiers du CFPCI », n° 1, p. 12-36. Disponible en ligne : <http://www.cfpci.fr/actualites/cahier-du-cfpci-1> [lien valide en mai 2018].

HOTTIN CHRISTIAN & SYLVIE GRENET, 2012

« Reflections on the implementation of the Unesco 2003 Convention for the safeguarding of intangible cultural heritage in France », in Michelle Stefano, Peter Davis & Gerard Corsane (dir.), *Safeguarding intangible cultural heritage*, Woodbridge, The Boydell press, coll. « Heritage matters », n° 8, p. 95-111.

KAUFMANN JEAN-CLAUDE, 2001 [1995]

Corps de femmes, regards d'hommes. Sociologie des seins nus, Paris, Pocket.

L'ESTOILE BENOÎT DE, 2007

Le Goût des autres. De l'exposition coloniale aux arts premiers, Paris, Flammarion.

LANKARANI LEILA & FRANCETTE FINES (dir.), 2013

Le Patrimoine culturel immatériel et les collectivités infraétatiques, Paris, Pédone.

LEBORGNE YANN, 2012

Des Arbres, des rites et des croyances, un patrimoine culturel immatériel en Normandie, Caen ; Bayeux, Crécet/Orep, coll. « Les carnets d'ici ».

LECAT JEAN-PHILIPPE, 1980

« L'année du patrimoine, communication faite à l'Académie des Beaux-Arts, séance du 29 octobre 1980 », Paris, Institut de France et Typographie Firmin-Didot.

LENCLUD GÉRARD, 1987

« La tradition n'est plus ce qu'elle était... », *Terrain*, n° 9 : « Habiter la maison », p. 110-123. Disponible en ligne : <http://terrain.revues.org/3195> [lien valide en décembre 2015].

LENIAUD JEAN-MICHEL, 2001

Chroniques patrimoniales, Paris, Norma.

MAZÉ CAMILLE, FRÉDÉRIC POULARD & MÉLANIE ROUSTAN (dir.), 2013

Les Musées d'ethnologie. Culture, politique et changement institutionnel, Paris, CTHS, coll. « Orientations et méthodes », n° 24.

MORVAN FRANÇOISE, 2005 [2002]

Le monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne, Arles, Actes Sud, coll. « Babel ».

PERSONNAZ CHARLES & EMMANUEL PÉNICAUT, 2014

L'Histoire de France ne passera pas !, Paris, Éditions François Bourin, coll. « Thermos ».

SAUMADE FRÉDÉRIC, 1994

Des Sauvages en Occident. Les cultures taumachiques en Camargue et en Andalousie, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, coll. « Ethnologie de la France ».

SEGALEN MARTINE, 2005

Vie d'un musée (1937-2005), Paris, Stock.

TORNATORE JEAN-LOUIS, 2011

« Du patrimoine ethnologique au patrimoine culturel immatériel : suivre la voie politique de l'immatérialité culturelle », in Chiara Bortolotto (dir.), Annick Arnaud & Sylvie Grenet (collab.), *Le Patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Cahiers d'ethnologie de la France », n° 26, p. 213-231.

TORNATORE JEAN-LOUIS, 2012

« Retour d'anthropologie : « le repas gastronomique des Français ». Éléments d'ethnographie d'une distinction patrimoniale », *ethnographiques.org*, n° 24 : « Ethnographies des pratiques patrimoniales : temporalités, territoires, communautés [en ligne] : <http://www.ethnographiques.org/2012/Tornatore> [lien valide en mai 2018].

NOTES

1. Loi n°2006-791 du 5 juillet 2006 autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, *Journal officiel de la République française*, 6 juillet 2006, n°155, 10116 p. Voir aussi : décret n°2006-1402 du 17 novembre 2006 portant publication de la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée à Paris le 17 octobre 2003, *Journal officiel de la République française*, 19 novembre 2006, n°268, 17382 p. texte n°2.
2. « Cette manifestation typique du folklore breton fait désormais partie du patrimoine de l'Humanité », *Libération* (5 décembre 2012). Disponible en ligne, http://next.liberation.fr/culture/2012/12/05/le-fest-noz-breton-inscrit-au-patrimoine-de-l-unesco_865323 [lien valide en mai 2018].
3. Si les collections du musée des arts et traditions populaires forment aujourd'hui l'essentiel de celles du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille, le bâtiment parisien qui leur servait d'écrin demeure à l'abandon depuis leur déménagement, et son sort est des plus incertains. Triste fin pour une institution qui fut célébrée comme « Le Louvre du peuple ».
4. La définition donnée dans le rapport mérite d'être citée : « Le patrimoine ethnologique d'un pays comprend les modes spécifiques d'existence matérielle et d'organisation sociale des groupes qui le composent, leurs savoirs, leur représentation du monde et, de façon générale, les éléments qui fondent l'identité de chaque groupe social et le différencient des autres. On y inclura donc : des agents : individus, groupes sociaux, institutions ; des biens matériels ou immatériels, œuvres virtuelles ou réalisées ; des savoirs organisés ; techniques, symboliques (magiques, religieux, ludiques) sociaux (étiquette, traditions de groupe), esthétiques ; des moyens de communication : langues, parlers, systèmes de signes » (Benzaïd 1980 : 27).
5. Voir le décret n°80-277 du 15 avril 1980 instituant un conseil du patrimoine ethnologique : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006063221&dateTexte=20090608>
6. « Paradoxe, cette "Mission à l'ethnologie" et la cellule qui l'a remplacée au sein du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique (un pas de plus vers la marginalisation) se consacre au patrimoine et à l'histoire des institutions culturelles, alors que la "Mission du patrimoine ethnologique" impulsait des travaux d'ethnologie de la France centrés sur le présent (et son rôle pour le renouvellement de la discipline a été éminent) » (Bromberger 2014).

7. On peut rappeler à ce propos que, en 1980, André Chastel, initiateur de l'aventure de l'Inventaire général, voyait en celui-ci l'avènement de l'âge « scientifique » du patrimoine. Selon André Chastel et Jean-Pierre Babelon, les monuments historiques, au XIX^e siècle, n'en avaient été que l'âge « administratif » (Babelon & Chastel 2000).
8. Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. <http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000221337&dateTexte=&categorieLien=id>
9. On comparera, par exemple : « Famille et parenté » (n° 4, mars 1985) et « Toucher » (n° 49, septembre 2007).
10. C'est notamment le cas pour certains de ceux qui travaillent hors de l'administration centrale.
11. Position qui rejoint de nombreuses critiques formulées dans la phase initiale de la convention (Bortolotto 2011).
12. Il est intéressant de noter que cette démarche a été initialement présentée comme en rupture avec le « choix » de la mission ethnologie de se lancer dans l'inventaire du PCI, l'inventaire étant présenté par Jean-Louis Tornatore comme un « déni de reconnaissance », à l'opposé de la démarche qu'il initie dans le PNR. Que deux conseillers pour l'ethnologie – alors totalement absents des enquêtes lancées par le ministère dans le cadre de l'inventaire – aient choisi de s'investir dans cette aventure est éclairant quant à la réception de la Convention dans le milieu de l'ethnologie au ministère.
13. Voir : http://www.alsace-bossue.net/upload/images/photos/pdf/WEB_FLYER_PCI_ALSACE_BOSSUE.PDF.
14. Voir les résultats de ce travail sur le site du ministère de la Culture : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Inventaire-en-France>.
15. Ce fut le cas, par exemple lors de l'enquête consacrée aux représentations et rituels liés aux arbres remarquables en Normandie (Leborgne 2012).
16. Chiara Bortolotto, qui a pris elle-même part à ces enquêtes initiales, a pu à bon droit qualifier cette démarche d'« échec ». Chiara Bortolotto, « Identifier le patrimoine culturel immatériel en France. Réflexions d'un observateur participant », communication au colloque international « Définition, gestion et pratique du patrimoine culturel immatériel », organisé par l'Institut français de Hongrie, l'Office national hongrois du patrimoine culturel, l'université ELTE et le Musée d'ethnographie en plein air de Szentendre (Budapest & Szentendre, 23-25 septembre 2010).
17. Voir, à ce sujet le site de l'Institut Occitan : <http://www.in-oc.org/index.php/fr/ressources/inventaire-du-pci>.
18. Voir, sur le site du ministère de la Culture : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Inventaire-en-France/Inventaire/Fiches-de-l-inventaire-du-patrimoine-culturel-immateriel/Pratiques-sportives>
19. On peut citer à l'appui de cette appréciation le jugement quelque peu sardonique porté sur le patrimoine ethnologique et la mission par Noël Barbe et Jean-Louis Tornatore : « Cependant, là où il y avait un dispositif bourdonnant d'activité, ne subsistait qu'un dispositif très diminué, perdu dans les longs couloirs feutrés des "Bons Enfants". Que restait-il de la Mission du patrimoine ethnologique ? Une adresse Internet : <http://www.culture.gouv.fr/mpe> ; "m-p-e", trois lettres qui permettaient d'ouvrir sur le site du ministère de la Culture et de la Communication la page de la

Mission à l'ethnologie ». Disponible en ligne : <http://www.iiaa.cnrs.fr/article887.html> [lien valide en mai 2018].

20. Le programme du séminaire demeure consultable en ligne : <http://www.iiaa.cnrs.fr/rubrique102.html>.

21. Le programme est disponible sur le site du centre culturel de Cerisy. Les actes de ce colloque sont en cours de publication : <http://www.ccic-cerisy.asso.fr/patrimoine12.html>.

22. Il faudrait envisager ici une histoire comparée de la Mission du patrimoine ethnologique, du musée des Arts et Traditions populaires (transformé en musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, déménagé de Paris à Marseille et mis en caisse pour 90 % de ses collections) et la transmutation du musée de l'Homme en musée du quai Branly. Sur ces deux histoires de musées, voir Mazé, Poulard & Roustan (2013), L'Estoile (2007).

23. Voir l'article de Marie Cornu dans ce même volume.

24. À ce titre, on peut avancer l'idée que vingt-cinq années d'École nationale du patrimoine puis d'Institut national du patrimoine, avec un enseignement exclusivement centré sur le traitement intellectuel ou matériel des biens meubles et immeubles, ont sérieusement bridé chez les cadres supérieurs de l'institution la conception du patrimoine légitime – parce que légalement reconnu et consacré (le mot n'est pas trop fort) – au point que cette conception est moins large, moins ouverte à la nouveauté qu'elle ne l'était en 1980. « Naguère limitée aux biens culturels matériels et plus particulièrement, parmi ceux-ci, aux chefs-d'œuvre de l'architecture et de la peinture, la notion de patrimoine s'est élargie aux objets de la vie quotidienne, aux éléments plus humbles du cadre de vie et du travail, aux traditions orales et aux anciens modes de faire » (Lecat 1980 : 4).

25. Voir la communication de Noé Wagener : « La Convention de 2003 à l'aune du droit français : mise en perspective historique », communication à la journée d'études « Droit comparé du patrimoine culturel immatériel » organisée par l'Académie de la culture de Lettonie dans le cadre du projet Osmose (Académie de la Culture de Lettonie, ISP), Riga, Académie de la Culture. Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=CVyoKdfjbyk> [lien valide en mai 2018].

26. Le résultat de cette enquête est disponible sur le site internet du ministère de la Culture : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Vademecum/La-legislation-sur-le-patrimoine-culturel-immateriel-dans-le-monde>.

27. Pour une présentation du programme Osmose : <https://dpc.hypotheses.org/category/projets-collectifs/projet-osmose>

28. Ce que Jean-Michel Leniaud (2001) qualifia, dans une de ses chroniques patrimoniales de fin de « la captivité de Babylone ».

29. Il s'agit du livre V du code du patrimoine. Voir : <http://legifrance.gouv.fr/affichCode.do?>

[idSectionTA=LEGISCTA000006144113&cidTexte=LEGITEXT000006074236&dateTexte=20120724](http://legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006144113&cidTexte=LEGITEXT000006074236&dateTexte=20120724).

30. Par la suite les ethnologues du ministère de la Culture refuseront même collectivement la possibilité d'être intégrés au sein du corps des conservateurs du patrimoine, au nom de la spécificité de leur activité de recherche.

31. L'absence des bibliothèques dans cette direction générale fait écho à l'échec piteux, quelque vingt ans plus tôt de la création d'une spécialité « bibliothèques patrimoniales » dans le corps de conservateurs du patrimoine nouvellement institué.

32. C'est une spécificité de cette institution que l'inclusion sous le registre global du patrimoine d'un service essentiellement dédié à une forme de création artistique.
33. Il faut toutefois signaler l'initiative conduite par Odile Welfel, chef de la mission à l'ethnologie de 2001 à 2005 pour mettre en place un portail de ressources en ethnologie de la France, le Portethno. Repris et actualisé en 2012, cette ressource est toujours présente sur le site du ministère de la Culture. En 2015, elle s'est enrichie d'une nouvelle rubrique dédiée aux archives de l'ethnologie de la France : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-ethnologique/Travaux-de-recherche/Portethno>.
34. Le projet de maison de l'Histoire de France, abandonné lors de l'alternance politique de 2012 peut être regardé comme particulièrement représentatif de cette réorientation des politiques patrimoniales, au même titre que le label signalant les « Maisons des illustres », mis en place à l'initiative de Frédéric Mitterrand, alors ministre de la Culture et de la Communication (Personnaz & Pénicaud 2014).
35. Voir à ce propos la documentation rassemblée par Lily Martinet sur le site du ministère de la Culture, ainsi que le projet Osmose, déjà cité : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Vademecum/La-legislation-sur-le-patrimoine-culturel-immateriel-dans-le-monde>.
36. Voir : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Vademecum/La-legislation-sur-le-patrimoine-culturel-immateriel-dans-le-monde/La-legislation-sur-le-patrimoine-culturel-immateriel-en-Armenie>.
37. Le texte de cette nouvelle loi est disponible en ligne sur le bulletin officiel de l'État espagnol : <https://www.boe.es/boe/dias/2015/05/27/pdfs/BOE-A-2015-5794.pdf>.
38. Selon la loi québécoise, le patrimoine culturel immatériel est ainsi défini : « Les savoir-faire, les connaissances, les expressions, les pratiques et les représentations transmis de génération en génération et recréés en permanence, en conjonction, le cas échéant, avec les objets et les espaces culturels qui leur sont associés, qu'une communauté ou un groupe reconnaît comme faisant partie de son patrimoine culturel et dont la connaissance, la sauvegarde, la transmission ou la mise en valeur présente un intérêt public. » Voir le texte de la loi disponible en ligne : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_9_002/P9_002.html.
39. Voir la loi Grammont, précisée par la loi du 24 avril 1951 : « La présente loi n'est pas applicable aux courses de taureaux lorsqu'une tradition ininterrompue peut être invoquée ». Voir : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000000336230.
40. Il s'agit de l'article L654-27-1 du code rural : « Le foie gras fait partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France. On entend par foie gras, le foie d'un canard ou d'une oie spécialement engraisé par gavage ». Voir : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071367&idArticle=LEGIARTI000006584967&dateTexte=20100922>.
41. Il s'agit de l'article 18 A de la loi Liberté de création, architecture et patrimoine, destiné à compléter l'article L1 du Code du patrimoine. Voir : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0591.asp>.
42. L'inventaire du patrimoine culturel immatériel en Suisse (traditionsvivantes.ch) compte environ 150 éléments. C'est à partir de cet inventaire qu'a été établie une liste restreinte de huit pratiques destinées à être présentées à l'Unesco.

43. Cela est particulièrement évident pour la course camarguaise, étudiée antérieurement avec le soutien de la Mission du patrimoine ethnologique par Frédéric Saumade (1994).
44. C'est même une participation jugée insuffisante de la communauté qui a justifié officiellement l'avis négatif de l'organe subsidiaire pour la candidature de la course camarguaise.
45. Sur cette candidature, voir (non sans quelques réserves) l'article de Jean-Louis Tornatore (2012).
46. Il s'agit de la course camarguaise, des savoir-faire de la haute joaillerie française et de la porcelaine de Limoges. Notons que la France n'a jamais souhaité défendre devant le comité un dossier évalué négativement par les experts, par respect pour leur analyse et pour éviter que ces dossiers deviennent un objet de tractation diplomatique.
47. Le dossier, ses annexes et son documentaire de présentation sont disponibles sur le site de l'Unesco : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/RL/le-fest-noz-rassemblement-festif-base-sur-la-pratique-collective-des-danses-traditionnelles-de-bretagne-00707>.
48. Le dossier, ses annexes et son documentaire de présentation sont disponibles sur le site de l'Unesco : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/RL/les-ostensions-septennales-limousines-00885>.
49. Le dossier, ses annexes et son documentaire de présentation sont disponibles sur le site de l'Unesco : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/RL/le-gwoka-musique-chants-danses-et-pratique-culturelle-representatifs-de-lidentite-guadeloupeenne-00991>.
50. Le dossier, ses annexes et son documentaire de présentation sont disponibles sur le site de l'Unesco : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/RL/les-fetes-du-feu-du-solstice-d-ete-dans-les-pyrenees-01073>.
51. Le dossier, ses annexes et son documentaire de présentation sont disponibles sur le site de l'Unesco, avec les autres dossiers en cours d'examen : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/dossiers-2016-en-cours-00774>.
52. *Le Biou d'Arbois*, film de Bernard Boespflug, d'après les travaux de Noël Barbe et Flavie Aihaud, Irimm productions, 2013, 46'.
53. L'idée d'un inventaire systématique des pratiques figurait pourtant, dès 1980 dans le rapport fondateur de la Mission du patrimoine ethnologique (Benzaid 1980)
54. Il s'agit principalement des actions engagées par trois organismes : l'Alliance anti-corrida, le Comité radicalement anti-corrida et la Fondation Brigitte Barbot.
55. Ce programme de recherche a été piloté par Laurier Turgeon à l'université Laval (Québec) : <http://www.irepi.ulaval.ca/>.
56. Voir, par exemple le compte rendu qui en a été donné par le journal *L'Indépendant* : <http://www.lindependant.fr/traditions/fete-de-l-ours/>.
57. Pour la composition de ce comité, voir : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Vademecum/La-legislation-francaise/Bulletin-Officiel-n-208-mars-2012>.
58. Ce travail a été entrepris en 2011 dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la Culture et l'université de Bretagne occidentale (Centre de recherches bretonnes et celtiques), par Léna Le Roux et Marion Rochart. Il a été ultérieurement publié en ligne sur le site ministériel dédié au patrimoine culturel immatériel. Voir sur le site du ministère de la Culture : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Le-PCI-francais-et-l-Unesco/Les-acteurs-du-PCI>.

59. Le Repethno est ainsi défini : « Le Répertoire de l'ethnologie de la France est conçu pour offrir une vue géographique et synthétique de l'état des recherches en ce domaine. Il recense les chercheurs et les organismes dont les travaux se rattachent à la connaissance ethnologique de la France. Il expose leurs activités -qu'il s'agisse de recherche, de conservation, de documentation ou de diffusion-, constituant ainsi un instrument privilégié de liaison entre des personnes et des organismes aux objectifs diversifiés. » Il peut être intéressant de se reporter à la première édition de ce répertoire, antérieur à la création de la Mission du patrimoine ethnologique : *Répertoire de l'ethnologie de la France*, Paris, 1979, ministère de la Culture et de la Communication, Groupe de travail sur le patrimoine ethnologique et ministère des Universités, Laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France, de l'EHESS et du CNRS, XXI-372 p.

60. Le projet Portethno a été conduit de 2004 à 2007, et l'initiative en revient à Odile Welfélé, alors chef de la Mission du patrimoine ethnologique. Les financements dévolus à ce projet ont été, à partir de 2008, réservés à la mise en place de l'Inventaire du patrimoine culturel immatériel en France. Portethno est toutefois toujours accessible en 2015. Après une révision globale en 2012, il s'est même enrichi d'une nouvelle rubrique, dédiée aux « Archives de l'ethnologie de la France ». <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-ethnologique/Travaux-de-recherche/Portethno>.

61. Une présentation de ses travaux est disponible sur son site personnel : <http://www.martasevero.com/>.

62. Le projet est disponible en ligne : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-ethnologique/Travaux-de-recherche/Etudes/Etude-d-observation-des-reseaux-du-patrimoine-culturel-immateriel-sur-internet>.

63. Voir le site du CFPCI : <http://www.cfpci.fr/>.

64. Il s'agit de l'Association France PCI. Voir la page sur le site du CFPCI : <http://www.cfpci.fr/elements-francais-inscrits>

65. Sur le rôle des régions dans les politiques du PCI, voir Lankarani & Fines (2013).

66. Si le service de l'Inventaire de la région Île-de-France a mené une action des plus intéressantes avec son inventaire des patrimoines gourmands, beaucoup de services assimilent encore trop souvent patrimoine culturel immatériel et collecte d'archives orales ou recueil de mémoire.

67. On pourra se reporter au programme de la première édition, en 2008 : <http://www.dastum.bzh/FR/patrimoine-culturel-immateriel.php?id=17>.

68. L'association se fixe les objectifs suivant : « vulgariser, diffuser la matière culturelle et les savoirs de Bretagne ; réaliser un inventaire permanent du patrimoine culturel immatériel (PCI) breton ; promouvoir la diversité culturelle ; favoriser l'accessibilité et valoriser les contenus culturels et scientifiques relatifs à la Bretagne par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication. » Voir : <http://bcd.bzh/bcd/bcd-presentation/presentation-de-bcd/>.

69. Voir sur le site de l'Institut occitan les actions conduites en faveur du patrimoine culturel immatériel : <http://www.in-oc.org/index.php/fr/travaux-services/pci>.

70. Voir le site : <http://www.lafabriquedepatrimoines.fr/>.

71. Le texte de la mesure est ainsi rédigé : « L'objectif principal est de développer le rôle du secteur associatif en matière de patrimoine immatériel. L'action de l'État sera alors limitée à la gestion de l'inventaire français du patrimoine culturel immatériel et à l'instruction des dossiers de candidatures pour l'inscription sur la liste du patrimoine

mondial immatériel de l'Unesco, dont les services du ministère chargé de la Culture continueront à assurer le contrôle scientifique et technique. Cette mesure renforcera le rôle des acteurs locaux (associations et collectivités territoriales) pour identifier et préserver le patrimoine culturel immatériel de notre pays. Il s'agit de clarifier les responsabilités incombant respectivement à l'État, aux collectivités territoriales ou confiées au secteur associatif, et de donner une meilleure lisibilité de l'action de l'État dans ces domaines. Une circulaire en ce sens sera adressée par la ministre en charge de la Culture aux directions régionales des Affaires culturelles (Drac) à l'automne 2015, de manière à rendre opérationnelle l'application de cette clarification des compétences dès 2016. » Voir : http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2015/07/dossier_de_presse_-_revue_des_missions_de_letat_-_22_07_2015.pdf

AUTEUR

CHRISTIAN HOTTIN

Directeur des études du département des Conservateurs, Institut national du patrimoine (INP).
Membre associé du IIAC, équipe LAHIC UMR 8177 CNRS-EHESS)